

Les réformes que veulent les populations de la région des Savanes



Depuis lundi, la Commission de réflexion sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles échange avec les populations togolaises sur les réformes qu'elles veulent avoir pour l'avancement du Togo. Après Mandouri, Dapaong et Cinkassé, la délégation d'Awa Nana-Daboya a rencontré mercredi les populations de Tandjouaré et de l'Oti. Partout, plusieurs veulent la limitation de mandat et bien d'autres réformes.

A Mandouri et Naki-Est lundi, les populations de la préfecture de Kpendjal et celles de la préfecture de Kpendjal-Ouest s'étaient déclarées favorables pour la limitation de mandat présidentiel et sollicitent également un mode de scrutin qui concorde avec le multipartisme intégral qui est appliqué au Togo.

Par ailleurs, ces populations ont estimé qu'il n'y a pas que la politique. De ce fait, elles ont souhaité des réformes dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et dans l'administration publique en vue d'une répartition équitable des richesses du pays et d'un développement équilibré de ses régions économiques.

Mardi à Dapaong et à Cinkassé, les préoccupations ont été les mêmes en ce qui concerne les réformes politiques, institutionnelles et constitutionnelles.

{loadmoduleid 210}

Les populations de ces deux milieux proposent également des réformes relatives à l'éducation (enseignement supérieur y compris) et la santé notamment l'assurance maladie pour tous. Le foncier et la chefferie traditionnelle, l'emploi des jeunes n'étaient pas du reste.

A Tandjouaré et à Mango, on note une constance dans les propositions.

Les interlocuteurs de la Commission des réformes dans la région des Savanes n'ont pas oublié le régime politique du pays. Ils ont souhaité qu'un mécanisme soit mis en place de sorte que la limitation du mandat présidentiel et l'alternance au pouvoir soient effectives.

Jeudi, les membres de la Commission descendent dans la région de la Kara.